

COMORES

Mayotte - Demandeurs d'asile : une manif pour un asile

Mardi 1 Février 2011- 15:09:50 - *Droits de l'homme*

Manifestation aujourd'hui d'une partie de la communauté des Africains des Grands Lacs qui réclament le droit au travail et au logement. Demandeur d'asile, un parcours semé d'embûches...



La région des Grands Lacs est composée de pays au climat politique difficile, comme le Rwanda ou la RDC, que de nombreux réfugiés politiques tentent de fuir

Ils étaient environ 50 à manifester le long de la rue du Commerce, de la rue de l'Hôpital pour arriver à la Préfecture. Leur souhait : « *obtenir le droit au logement et à la restauration pour vivre comme en métropole* ».

Cette communauté des Africains des grands Lacs, Rwandais, Burundais et Congolais, très importante mais difficilement chiffrable à Mayotte transite par les îles des Comores pour demander asile à la France. Mais c'est un parcours du combattant. Après avoir raconté leurs souffrances (emprisonnement, viols, tortures) dans un dossier remis à l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides), ils passent une audition puis doivent attendre 1, 2 voire 3 ans pour savoir si leur statut de réfugié politique est accordé ou pas. De l'immobilisme, puisque sans possibilité de travailler ni de se loger. Certains d'ailleurs trouvent un petit boulot, mais souvent ne voient jamais la couleur de leur salaire...

Ceux qui essuient un refus (discours pas crédible ou peu argumenté, il est parfois difficile de revenir sur des événements douloureux et de les raconter), ont la possibilité de déposer un recours auprès de la CNDA (Cour Nationale du Droit d'Asile). Ils doivent préciser les raisons de leur demande d'asile et, se faire représenter par un avocat. Et c'est encore l'attente, accentuée par les problèmes que connaît Mayotte en terme d'adressage : certains courriers n'arrivent jamais, ou arrivent mais le demandeur d'asile n'est plus là pour le recevoir car embarqué par la Police aux Frontières.

« *Tout le monde n'a pas défilé dans la rue ce matin : tous les problèmes ne vont pas se régler par une manifestation* » nous explique Augustin, président de la Communauté des Rwandais, « *nous sommes en liaison avec la Préfecture, le Secours Catholique, Solidarité Mayotte et l'ARS, car nous aurons peut-être prochainement la possibilité de travailler au bout d'un an de présence à Mayotte comme c'est le cas en métropole* ».